

Editorial

Pour une alternance pacifique

Des Congolais ont décidé de faire respecter la Constitution en imposant une alternance pacifique et « civilisée » au sommet de l'État, tel que prévu par la Loi fondamentale. Réunis dans la banlieue parisienne, du 14 au 17 août 2017, les mouvements citoyens ainsi que des personnalités publiques ont dévoilé la Feuille de route visant « le départ du président Kabila » de la tête de la République dans l'éventualité de la non-tenue de la présidentielle au plus tard le 31 décembre 2017, conformément à l'Accord de la Saint-Sylvestre.

Pur accompagner cette exigence, ils se sont accordés sur le « Manifeste du citoyen congolais », un vade mecum que tout Congolais respectueux de la Constitution doit, désormais, s'approprier afin de participer au combat pour une autre gouvernance du pays et le bien-être de tous.

Le fondement de ce réveil citoyen est la Constitution du 18 février 2006, qui oblige les Congolais de faire obstacle à quiconque tenterait d'exercer le pouvoir en violation des règles que le peuple s'est données par referendum. Notamment celle qui stipule qu'après deux mandats successifs, le président de la République doit organiser l'élection de son successeur.

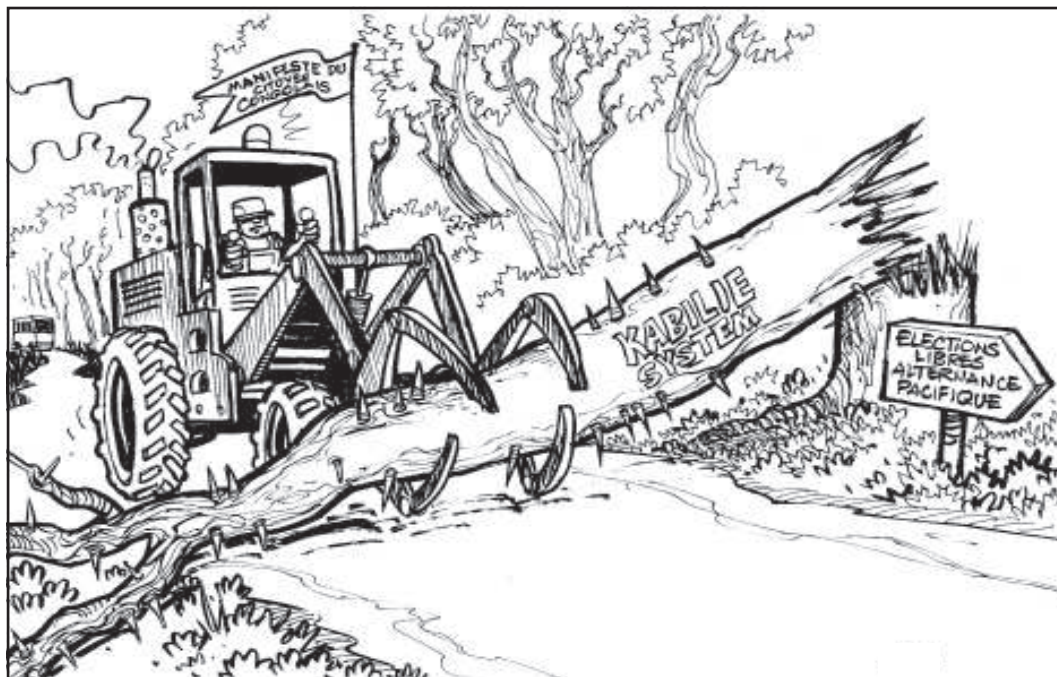
Malheureusement, par des manœuvres dilatoires - ruse, utilisation abusive des institutions de l'État, répression - le président Kabila a sapé le processus électoral pour réaliser un passage en force, une sorte de coup d'État constitutionnel.

En face, désormais, il aura des Congolais déterminés à obtenir son départ par des voies pacifiques. En effet, le « Manifeste du citoyen congolais » appelle à des actions pacifiques de mobilisation des masses plutôt qu'à des rébellions.

Pour tout dire, les Congolais ne sont plus dupes. Les tentatives qu'entreprend la mouvance kabiliste de déformer la quintessence du « Manifeste du citoyen congolais » sont vouées à l'échec. Esili !

Feuille de route pour l'alternance

Manifeste du citoyen congolais



Interview

À bâtons rompus avec Sindika Dokolo

PP. 2-3

Exhortation de l'abbé J. Lukelu

P. 3

Manifeste du citoyen congolais

(français et lingala)

P. 4

Exclusif

Sindika Dokolo : « Je me bats pour un idéal, mais pas pour une carrière politique »

On le connaissait comme collectionneur d'art. Le businessman Sindika Dokolo, 45 ans, se révèle un fervent militant depuis quinze ans de la société civile africaine pour, dit-il, promouvoir «la dignité du continent». Le fils d'Augustin Dokolo, ex-banquier, n'avait pas besoin d'un coach pour s'offrir une visibilité médiatique internationale. Il lui a suffi de réagir, comme citoyen, «au chaos» dans lequel le régime Kabila fait «délibérément basculer» la RDC pour que la toile s'enflamme et ausculte ses ambitions. Dans cet entretien, il avoue se battre pour l'Afrique mais refuse de rester les bras croisés alors qu'un groupuscule d'individus a décidé de prendre la RDC en otage. Se situant dans la lignée des mouvements citoyens, le «Congolais debout» vante les mérites du «Manifeste du citoyen congolais», un cadre fédérateur de la société civile, des partis politiques, des hommes et des femmes décidés à obtenir l'alternance par des voies pacifiques, conformément à l'article 64 de la Constitution, sans perte en vies humaines. Parmi ses idoles du moment, il cite Félix Tshisekedi et Moïse Katumbi, «deux personnalités incontournables pour le projet de retour à l'ordre démocratique en 2018». Sont ainsi exposées des idées généreuses, qui jouissent de la conviction dans l'action pour bâtir autrement la nation.

LE POTENTIEL

Le Potentiel : Comment expliquez-vous votre arrivée tardive sur la scène sociale et politique congolaise?
Sindika Dokolo : Je suis présent, depuis longtemps, sur la scène sociale en RDC à travers la Fondation Telemu qui développe et soutient de nombreux projets dans les secteurs de la santé, de l'éducation et celui du soutien aux plus démunis. Mes récentes prises de position, critiques vis-à-vis du pouvoir de M. Kabila, ont surpris l'opinion et suscité la curiosité ou l'intérêt du public. Il ne s'agit cependant pas d'une arrivée tardive. Certes, ma réaction face au chaos dans lequel nos dirigeants font délibérément basculer notre pays m'ont placé au devant de la scène, attirant sur mon nom une plus grande visibilité ces derniers mois.



Pourquoi choisir la voie d'un mouvement citoyen alors qu'un parti politique aurait convenu pour solliciter les suffrages du peuple ? Que cherchez-vous en réalité ?

J'évolue depuis plus de 15 ans dans la société civile africaine. La Fondation Sindika Dokolo milite pour la dignité de l'Afrique à travers la valorisation de notre histoire et de notre culture. Il me semblait impensable de me battre pour l'Afrique et de rester les bras croisés pour la RDC, mon pays, alors qu'un petit groupe d'individus a décidé de prendre nos institutions en otage. Par définition, les mouvements citoyens n'ont pas pour vocation de prendre le pouvoir, mais plutôt de faire valoir des prin-

« Le seul moyen de faire entendre raison à J. Kabila sans effusion de sang est d'organiser un très large engagement citoyen qui regroupe tous les Congolais inquiets pour l'avenir de notre démocratie. »

cipes et des valeurs au cœur du débat public. C'est exactement le sens de ma démarche à l'heure où, pour garder le pouvoir, on en vient à renier sa parole, à violer les lois, à restreindre les libertés, à terroriser les populations. Je pense que le seul moyen de faire entendre raison à Joseph Kabila sans effusion de sang est d'organiser un très large engagement citoyen qui regroupe, sur toute l'étendue du ter-

ritoire, tous les Congolais qui sont inquiets pour l'avenir de notre démocratie. Ceci concerne tout le monde : hommes, femmes, jeunes et vieux, société civile, confessions religieuses et partis politiques. Tous ensemble, épris de paix et dans le respect de nos lois, nous pouvons dire «Stop» à M. Kabila.

Pourquoi ces subites interventions acerbes contre le régime de Kabila ?

J'ai fait l'examen de conscience qui incombe désormais à chaque Congolais. Je me suis posé la question suivante : «Joseph Kabila et ses hommes ont-ils mis en place une stratégie pour que les élections n'aient pas lieu à temps ?». J'ai pensé à la

tentative de la Majorité présidentielle (MP) de changer la loi électorale en janvier 2015, en vue de repousser probablement les élections au-delà de 2018. J'ai repensé au G7 quand il a pris le courage de quitter la MP en annonçant, toujours en 2015, que les élections n'auraient pas lieu parce qu'il existait un plan de la MP de pousser le peuple au référendum. J'ai pensé à cette campagne de la MP où l'on nous expliquait qu'il valait mieux disposer de l'argent pour le parc agro-industriel de Bukanga Lonzo, pour des avions ou des immeubles intelligents plutôt que pour les élections. J'ai également fait le bilan de 16 ans de pouvoir avec, pour le dernier mandat légal de Joseph Kabila, aucune élection tenue normalement dans le strict respect des lois. Face à ce bilan catastrophique et à cet affaiblissement impardonnable de l'Etat, j'ai enfin pensé à cette culture de ruse, de mensonge, de pratiques nuisibles à la paix et aux principes démocratiques tels que dédoublement des partis politiques, interdiction de manifester, arrestations politiques, instrumentalisation des cours et tribunaux - notamment cette Cour constitutionnelle qui émet des jugements sans que son quorum soit atteint, - les promesses non tenues de la St Sylvestre, la manière dont on a roulé la Céncé et l'Opposition dans la farine et, ce faisant, l'ensemble du peuple congolais. Ces forfaitures ont fini par me convaincre. Oui, en âme et conscience, je suis convaincu, comme la très grande majorité des Con-

golais, qu'il y a eu volonté de la part de la MP de saboter les élections. Ma réaction n'est que la conséquence logique de l'application de l'article 64 de la Constitution. Dès lors qu'un président se maintient au pouvoir par la force, nous avons le devoir sacré de nous mettre debout et de faire échec à sa tentative.

Que comptez-vous faire pour chasser Kabila ?

Premièrement, sensibiliser la population afin que tous les Congolais prennent conscience de l'obligation morale que nous impose la Constitution ; c'est-à-dire ne pas nous laisser faire mais obtenir l'alternance avant la fin de l'année. Ensuite, il nous faut réunir autour de ce principe républicain toutes les forces vives de la Nation, notamment la société civile, les églises et particulièrement l'Eglise catholique, dont l'histoire se rappellera le courage dans la défense de notre démocratie, ainsi que les partis politiques afin que dorénavant toutes les actions citoyennes soient coordonnées. Je dis bien les partis politiques car je pense que nombreux sont les partenaires de Joseph Kabila dans la MP qui ont compris qu'il les conduisait vers l'impasse et qui ne sont pas prêts à couler avec lui. Enfin, nous pensons que la population se rend bien compte que le pouvoir n'est plus préoccupé que par sa survie et qu'il ne se préoccupe plus d'aucune manière des problèmes très graves d'instabilité, de pauvreté, de crise sociale aiguë qui résultent de l'affaiblissement des institutions devenues illégitimes. Face au mépris et au non respect des Accords de la Saint Sylvestre qui donnaient une rallonge d'un an au pouvoir pour organiser l'alternance, nous pensons que la population congolaise, notamment la société civile, créera elle-même les conditions de l'alternance avant les élections. Les Congolais reprendront ainsi pacifiquement et dans le respect des lois le pouvoir qu'ils avaient donné à Joseph Kabila pour cinq ans et que celui-ci avait «solennellement juré» de remettre en 2016.

Avez-vous identifié les erreurs du passé ? Comment comptez-vous obtenir le départ de Kabila alors qu'il contrôle l'armée et les services de sécurité ?

L'erreur principale a été, à mon sens, le manque de cohésion et de coordination des forces pour l'alternance. Manque de cohésion car une partie des acteurs voulait encore croire en décembre 2016, en la bonne foi de M. Kabila, à son sens de responsabilité, du patriotisme, de la parole donnée. C'était le cas notamment de l'Eglise catholique, de certains partenaires internationaux et d'une partie de la société civile. Aujourd'hui, tout le monde a compris qui est réellement Joseph Kabila et à quel point la volonté politique de respecter l'alternance à travers les élections est inexistante. Une autre grande différence entre décembre 2017 et 2016 est que depuis l'Appel des évêques et la signature du «Manifeste du citoyen congolais» auquel l'ensemble des acteurs qui comptent est en train d'adhérer, il existe une coordination de fait de toutes les actions légales et pacifiques à mener pour obliger Joseph Kabila à quitter le pouvoir afin que de vraies élections libres puissent finalement avoir lieu. Enfin, je pense que l'année écoulée a été marquée par tant d'abus, de violations des droits de

(Suite en page 3)



N° 7121 du lundi 18 septembre 2017

Exclusif

Sindika Dokolo : « Je me bats pour un idéal, mais pas pour une carrière politique »

(Suite de la page 2)

l'homme et des libertés. Je pense que ceux qui craignaient le vide en cas de départ précipité de Joseph Kabila se sont rendus compte que c'est lui la principale source d'instabilité en RDC. Les massacres au Kasai et au Kivu, les évactions massives des prisons sans aucune réaction de la police, ont montré à quel point l'instabilité est devenue pour Joseph Kabila une stratégie de maintien au pouvoir en violation pourtant manifeste de la Constitution. Pour ce qui est des forces de sécurité, il ne faut pas oublier que les agents sont avant tout des fonctionnaires sous-payés qui subissent de plein fouet les effets de la crise qui résulte autant de la conjoncture mondiale que du fiasco économique dû à l'affaiblissement de l'État et à la corruption qui, soit dit en passant, n'a jamais connu de telles proportions même aux pires heures du régime Mobutu. Je n'ai aucun doute que, dans leur large majorité, ils refuseront de défendre un pouvoir aux abois, rongé par les antivaleurs et essayant de se maintenir contre le sens du droit et de l'histoire. Comme ce fut le cas pendant la guerre qui mit fin au règne du Maréchal, ils rejoindront les rangs de la population indignée.

Ne craignez-vous pas d'envoyer des Congolais au suicide ?

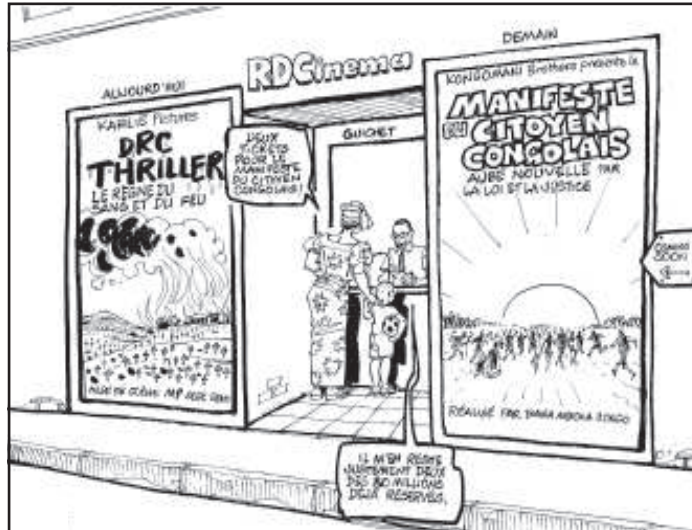
Il est évident que la liberté se conquiert et qu'elle a un prix. Je constate cependant que, jusqu'ici, seuls certains types d'action ont été envisagés avec malheureusement un bilan marqué par de lourdes pertes en vies humaines. Cela est dû à la nature même du pouvoir que nous combattons et cela ne changera donc qu'avec sa chute. Il me semble dès lors qu'il n'est pas toujours avisé de préconiser de grandes marches dans les centres urbains avec un point de départ, un point d'arrivée, un horaire, un point de ralliement, etc. En effet, ce genre de manifestations est relativement facile à bloquer et à disperser,

« Félix Tshisekedi et Moïse Katumbi sont donc deux personnalités incontournables pour le projet de retour à l'ordre démocratique en 2018. »

notamment en postant les forces de sécurité à des points stratégiques tout au long de l'itinéraire prévu et en utilisant des petits groupes mobiles chargés de semer la terreur en tirant à balles réelles ça et là pour semer la mort et la panique. Il existe cependant d'autres actions qui permettent de jouer sur une très large adhésion, qui ne mettent pas en danger les manifestants et qui vont rapidement et définitivement inverser le rapport de force en faveur de la population. Les prochaines semaines devraient nous en donner un clair aperçu.

À quand votre retour au pays ?

Le plus tôt possible. La grande question qui me préoccupe depuis que notre pays a été pris en otage par ses dirigeants est « qu'as-tu fait pour ton pays à l'heure où il était sur le point de basculer dans le chaos ? ». À cette question, je suis fier de pouvoir déjà répondre que « je suis devenu un Congolais Debout, je ne suis pas resté les bras croisés, je n'ai pas accepté l'« inacceptable ». J'aimerais pouvoir aussi dire un jour, « J'étais à Kinshasa, entouré des mes frères et sœurs Congolais Debout, aussi bien catholiques que laïcs, membres des confessions religieuses, des partis politiques ou simples concitoyens patriotes, qui par leur courage et comme nous y invite l'article 64, ont su faire échec à un groupe



d'individus qui exerçait le pouvoir par la force et en violation de la Constitution.»

Peut-on vous qualifier d'exilé politique ?

Je suis un membre de la diaspora depuis près de quinze ans. Comme beaucoup de nos compatriotes, j'ai eu la chance de faire carrière à l'étranger et de connaître une autre réalité, faisant de moi une valeur ajoutée potentielle pour mon pays désormais en crise. Je ne peux donc pas être considéré comme un exilé. Cependant, il est un fait que depuis mes déclarations publiques en faveur du respect de notre Constitution et notamment des délais des mandats électifs, les pressions et les menaces de toute sorte n'ont pas cessé. C'est malheureux mais en RD Congo, un lent retour à l'interdiction de s'exprimer et au

concept de crime d'opinion est en train de s'opérer. La recrudescence des emprisonnements politiques, comme le cas emblématique de Franck Diongo par exemple, doit interpeller tous les Congo-

lais afin que tous ensemble nous disions « Non » au projet kabiliste de réinstaller la dictature dans notre pays.

Le palais à Luanda vous recommande-t-il la retenue au regard d'excellentes relations qu'il entretient avec Kinshasa ?

La culture politique angolaise est basée sur la prévalence de la loi et le courage. Je suis donc considéré comme un Congolais qui s'exprime librement sur l'état préoccupant de son pays, comme l'y autorise sa Constitution. Pour ce qui concerne l'amitié Angola-RDC, je ne peux que constater ce que tout le monde sait déjà, à savoir que l'Angola s'inquiète de l'absence d'élections et de calendrier. I nquiet aussi de l'apparition suspecte des foyers d'insécurité un peu partout à ses frontières, toutes choses qui justifient la non tenue des élections et constituent autant de menaces de déstabilisation potentiels pour toute la sous-région. À ce titre, je constate que partout où les coopérants militaires angolais, qui participaient à la formation des FARDC se sont retirés, ils ont été immédiatement remplacés par des officiers rwandais désormais à nouveau omniprésents dans

nos forces armées. Ce qui tendrait à remettre en cause la supposée amitié à laquelle vous faites allusion.

Quelles sont les garanties que vous ne tomberez pas un jour sous le charme du régime en place ?

Avec le « Manifeste du citoyen congolais » et le déclenchement de l'article 64.1 contre M. Kabila, tout retour en arrière est impossible. C'est pourquoi nous demandons à tous les acteurs politiques de se prononcer sur le contenu du Manifeste et d'y adhérer afin que la population sache une fois pour toutes qui est du côté du peuple, et qui aura été du côté de Joseph Kabila jusqu'au bout. En effet, nous y affirmons notre conviction, prouvée à l'appui, que Joseph Kabila a délibérément saboté le processus électoral afin que les élections présidentielles ne puissent pas avoir lieu à temps.

En soi, cela implique qu'il est coupable de parjure et de haute trahison. Dès lors qu'on adhère au « Manifeste du citoyen congolais », on met donc Joseph Kabila hors jeu et on s'interdit de composer avec lui au risque de se rendre coupable soi-même de complicité de ses crimes d'une extrême gravité. Pour le reste, je le répète, mon objectif est avant tout d'empêcher M. Kabila de pervertir nos institutions à des fins égoïstes en mettant au passage le feu à tout le pays et en causant des milliers de morts. Je me bats pour un idéal, mais pas pour une carrière politique.

Où vous placez-vous entre Félix et Moïse ?

Je vois en ces deux compatriotes deux exemples qui doivent inspirer tous les Congolais patriotes, tant les deux ont montré le courage et la constance dans leur engagement pour le respect de la Constitution, notamment notre droit de choisir nos représentants à intervalles réguliers. De plus, je suis persuadé que le départ de Joseph Kabila ne se fera en 2017, comme le prévient l'Accord de la St Sylvestre, qu'à condition que toutes les forces démocratiques pro-alternance se réunissent et agissent de concert. Il s'agit, en l'occurrence, de la société civile, des confessions religieuses et des partis politiques. Félix Tshisekedi et Moïse Katumbi sont donc deux personnalités incontournables pour le projet de retour à l'ordre démocratique en 2018.

Ba-Congolaises mpe Congolais,

Naboyokameli mbela ya batata episkopo na lisanga lya bango lya CENCO, Société civile na bamouvements citoyens basanganaki o ekolo France na engumba ya Paris mpo ya kosangisa maye mpe koluka nzela ya kobimisa ekolo ya biso Rdcongo o kati ya mpasi mpe minyoko ndenge na ndenge miye tozali nyango. Mboka na biso ezali kokufa mokolo na mokolo. Mpe CENCO alobaki yango polele na bosengi bacongolais banso toteleme mpo ya kologola Ekolo ya biso na mpasi mpe na bowumbu. Minyoko mileki mpe bandeko ba biso bazali kokufa mikolo minso. Tozali o kati ya régime ya répression. Yango w ana mpo ya kopesa eyano na mbela ya Cenco. Société civile azwaki likanisi lya kosangisa mangomba manso maye mazali kobunda etumba mpo ya mbongwana na nzela ya botosi mobeko likonzi to mpe constitution. Na suka ya likita lya biso sima ya mikolo misato, tobimisi mokanda moye tobengi MANIFESTE. O kati na yango tozwi mikano mikolakisa biso nzela tosenengi kolanda mpo ete manso maleka na boboto mpenza mpe na kimya. Zambi ba mouvements citoyens bazali ndakisa ya non-violence. Tosengi baye bazali o kiti ya bokonzi awa babesi mboka, bango banso bakende. Ya ibale O nzela ya masolo bacongolais ba motema molamu baye balingi mboka mpe bamoni pasi ya peuple basolola mpe bayokana mpo ya kokamba transition mpe kolengele maponomi. Ya isato : Baye bakotambwisa transition bakoki kozala candidat te.

Yango wana, yo tata, mama, elenge mpe bato banso ma



motema molamu, boyamba MANIFESTE oyo. Boyekola yango mpe boteya yango mpo toyeba eloko nini tolingi mpe tokoki kosala mpo ete mbongwana eyingela o Ekolo ya biso. O kati ya maye mazwami na manifeste, mouvement citoyen « les congolais debout » atiyaki lizaka to mpe signature elongo na batindami ba CENCO mpe bamouvements citoyens baye bazalaki makita. Moto azali na matoyi ma koyoka ayoka. Oyo azali na makasi ya kosala asala.

ABBÉ J. LUKELU

Manifeste du citoyen congolais

NOUS, citoyens congolais, représentants des organisations de la société civile, des mouvements citoyens et personnalités indépendantes épris de paix :

· Réunis du 15 au 17 août 2017 à Paris, France, et faisant suite à la déclaration « **Le Pays va très mal. Debout, Congolais ! Décembre 2017 approche** », du 23 juin 2017, de nos Evêques, qui nous interpelle au sursaut patriotique ;

· Constatant la faillite généralisée de l'État et la grave détérioration des conditions de vie de notre peuple, résultant de la mauvaise gouvernance d'un groupe d'individus, ayant volontairement refusé d'organiser les élections ;

· Rappelant que sous l'égide de la CENCO, et afin d'éviter de plonger le pays dans un chaos certain, les forces politiques et sociales ont conclu, le 31 décembre 2016, un Accord politique Global et Inclusif ;

· Dès lors que le peuple exigeait l'alternance dans les délais constitutionnels, et malgré son refus de tout autre arrangement contraire à son droit légitime, l'Accord du 31 décembre 2016 a été toléré pour autant qu'un nouveau Président soit élu avant le 31 décembre 2017 ;

· En dépit du prolongement de mandat issu de l'arrangement politique, le Président sortant a foulé aux pieds cet Accord, défié le peuple congolais et renié le serment fait devant Dieu et la Nation de respecter la Constitution ;

· La Commission Electorale Nationale Indépendante (CENI), instrumentalisée à son service, a surpris le peuple en affirmant publiquement son incapacité d'organiser les élections en 2017 contrairement à l'Accord et au cadre constitutionnel ;

· Ainsi, sont créées des zones d'insécurité et suscitées des tragédies meurtrières à travers le pays, notamment dans les provinces des Kivu, du Kongo central, des Kasai, Ituri et Ville-province de Kinshasa dans le but de décréter indûment l'état d'urgence et retarder l'organisation des élections prévues par la Constitution ;

· Sous le régime en place, la terreur est devenue un mode de gouvernance qui empêche le peuple congolais de revendiquer ses droits ; les cours et tribunaux sont soumis et instrumentalisés ; les exécutions extra-judiciaires se multiplient ; les fosses communes se remplissent à travers le pays ; l'accès aux médias et aux réseaux sociaux est restreint ; et la nouvelle économie numérique est mise en danger ;

· Il s'ensuit une répression systématique et violente de toute expression des libertés et droits fondamentaux à l'encontre des activistes des droits humains, des journalistes, des membres des mouvements citoyens et des membres des partis politiques de l'opposition ;

· Il en résulte que Monsieur Joseph Kabila s'impose à la tête de l'Etat par la violence des armes et la corruption financière dans le but d'asseoir durablement son régime de prédation, de paupérisation et de pillage des ressources du pays à son bénéfice personnel, celui de sa famille, de ses courtisans et de ses alliés étrangers tant en Afrique qu'à travers le monde.

En conséquence, Nous, citoyens congolais :

Nous fondant sur le quatrième paragraphe du préambule de la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme (DUDH) qui dispose que : « *Il est essentiel que les droits de l'homme soient protégés par un régime de droit pour que l'homme ne soit pas contraint, en suprême recours, à la révolte contre la tyrannie et l'oppression* ».

1. Déclarons que le Président Joseph Kabila, dont le dernier mandat constitutionnel a expiré le 19 décembre 2016, exerce le pouvoir en violation manifeste de la Constitution de la République Démocratique du Congo, et est passible de l'infraction de haute trahison conformément à son article 165 alinéa premier ;

2. Appelons le peuple congolais à user de son devoir sacré de faire échec, avec des moyens pacifiques et non-violents, à la tentative du Président Joseph Kabila de se maintenir au pouvoir au-delà du 31 décembre 2017 en application de l'article 64 de la Constitution ;

3. Exigeons le départ de Monsieur Joseph KABILA KABANGE et une transition citoyenne dont les animateurs seront désignés à la suite d'une concertation nationale ayant mission principale d'organiser des élections crédibles, transparentes, ouvertes et libres et qui n'en seront pas candidats ;

4. Cette transition sera propice à doter la RD Congo, notre pays, d'un nouveau système de gouvernance, basé sur une justice indépendante, des services de sécurité protégeant les citoyens, assurant l'exercice effectif des libertés constitutionnelles, garantissant une gestion transparente et équitable de toutes les ressources nationales, des institutions fortes et démocratiques mettant les intérêts des citoyens congolais au centre de tout projet politique ;

5. Exigeons la libération immédiate et sans condition des prisonniers politiques et d'opinion ainsi que la réouverture des médias fermés ;

6. Interpellons nos compatriotes de la police, de l'armée et des services de sécurité à respecter leurs missions républicaines de protection des citoyens et de la nation, au lieu de servir d'instrument de répression ;

7. Appelons tous les Congolais, confessions religieuses, étudiants, jeunes, femmes, mouvements citoyens, syndicalistes, médecins, enseignants, professeurs, fonctionnaires, artistes, partis politiques ainsi que les Congolais de la diaspora à adhérer massivement au présent Manifeste ;

8. Engageons toute Congolaise, tout Congolais à prendre part active à la grande campagne d'actions pacifiques et non violentes devant mener au retour de l'ordre démocratique constitutionnel ;

9. Appelons la Communauté Internationale à accompagner le peuple congolais dans sa quête légitime de la liberté et de la démocratie.

Debout Congolais, Levons-nous et Marchons. Esili !

Fait à Paris, le 18 août 2017

Manifeste (en Lingala)

« **Mbela ona bana Congo banso** »

Biso bana Congo, o masanga masangisi baisociété civile, bana Congo basangani na masanga masusu mpo ya bolamu bwa ekolo, na mpe baye bazali na masanga te kasi batondi na elimo ya boboto,

· O makita masangisaki biso o mwa 15 kin'0 17, sanza ya mwambe, mobu moye o Paris : mboka mokonzi ya Fransa, na bolandi mokanda mwa ba Episkopo ba biso, mwa 13 sanza ya motoba « **MBOKA EZALI KOTAMBOLA MALAMU TE, BANA CONGO BANSO TOTELEME, SANZA YA ZOMI NA IBALE EKOMI PENE** », tozali kobelela te biso banso totelemela likambo litali ekolo ya biso ;

· Ndenge tozali komona sikawa, ekolo ezali kotambola malamumu te : bomoi bwa bato bokomi na mpasi, bato bazali konyokwama mpo ya kobika malamumu, manso mana mauti na boko batu bazali kokamba ekolo na boluki se malamumu na bango moko, yango balingi maponami masalema te,

· Tokomikundola te na lisalisi mpe bokambemi bwa lisanga lya Baepiskopo (CENCO), na ntina te ekolo ekweya o kati ya mpasi mpe mobulu te, baipolitiki na bobembani bwa bango, bayokanaka o mwa 31 sanza ya zomi na ibale (le 31/12/2016) mpe bati maboko o mikanda mpo ya bokambi ekolo lisanga mpe komeme yango o maponami,

· Bobembani bona bosengeki te ekolo ekambema ngala na ngala, na botosi buku ya mibeko mama ya ekolo, kasi na mabongisi masusu te. Bobembani bona bosengeki te sima ya mobu moko maponami masalema. Kasi lokola tozali komana, Mokonzi wa ekolo abwaki mabongisi mana manso o mai, azali kotiola mango. Na bongo azali koyangana ndai alayaki o miso na Nzambe mpe o miso na bana ba Congo banso, ya bozali moto wa liboso ya botosi mibeko mama ya ekolo ;

· Na yango, abandi kobebisa bokengi bwa ekolo na mpe kimya na bobimisi mpe bokeli mobulu mokomemela bana ba ekolo liwa : totala maye mazali koleka o Kivu, o Kasai, o Ituri mpe o engumba ya Kisasa, manso mana na ntina te azongisa maponomi sima, masalema lokola mobeko mama ya ekolo ekotinda te ;

· Bobangisi bana ba ekolo, bokomi mpo ya bakambi ba lelo, lolenge la bokambi ekolo. Baiekolo bakoki kotuna bonsomi bwa bango te, ba bisambi binso bikomi bisaleli bya bango mpo ya kokitisa mpe kokanga batu lokola balingi, koboma bato ntango ya bosambisi bango, bokunda bawei o bitumba bayike o libulu lyoko bitondi bisika binso o ekolo, kokutola makoki ma bosololi o kati ya bato ;

· Yango wana Bakambi ba ekolo bazali kotumbola makasi mpenza mpe kobomisa baye banso babunelaka bonsomi bwa bato, bapanzi nsango, bokangi bisaleli bya bango (radio, télévision, journaux...), kobangisa, mpe kokanga bai opposition ;

· Na manso maye, Mokonzi wa ekolo : Joseph KABILA, akolakisa polele te alingi kokamata mpe kotikala o bokonzi na makasi, na nzela ya mandoki mpe ya madesu ya bana. Alingi kovanda o bokonzi mpo ya bolamu bwa ekolo mpe ya bana Congo te, kasi mpo ya kosalela nkita ya ekolo mpo ya bolamu bwa ye mei, bwa bailibota lya ye, mwa baye banso bafukmelaka ye butu moi.

Tozali kobeta mbela eye ona bana banso ba ekolo Congo. Mokanda motali bonsomi bwa bato banso o molongo mobimba (DVDH), o eteni ya inei ya moto mwa mokanda mei, mokoloba te « *Esengeli te bonsomi bwa bato banso bokengeleme na Bakambi ba ekolo, na ntina te botinda batu na makasi mpo ya boponi mobulu lokola esaleli ya botuni bonsomi bwa bango te* ». Nayango :

1. Tozali koloba polele te, Mokonzi wa ekolo Joseph KABILA, oyo bokonzi bwa ye bosilaka o mwa 19 sanza ya zomi na ibale (décembre) 2016 lokola mobeko mama mwa ekolo mokotinda, azali kokamba ekolo lisolongo na mibeko mama ya ekolo, na bongo azali koteka mboka lokola article 165 eteni ya yambo ezali koloba ;

2. Tokosenge ba bana ba ekolo Congo banso basalela lontoma la bonsomi bwa bango, na mobulu te kasi na boboto mpe kimya mpo ya kokweisa mwango mwa Joseph KABILA mwa boluki kotikala o bokonzi sima ya mwa 31 décembre 2017 ;

3. Sima ya elaka eye, Joseph KABILA atika bokonzi, nde baponi bato ba bosome bokengelele maponami makosalema na polele mpe engebene na maluli ma bana Congo. Joseph KABILA azala na kati ya baye nde baponomi te ;

4. Eleko liboso lya maponomi, balengeli ba yango bakosala te babangisa lolenge la bokambi ekolo na bosome, lolenge la bokengeli mpe bobateli ekolo mpe bana ba ekolo malamumu, nkita ya ekolo esalisa bato banso, misala minso mya leta misalema mpo ya tombwa mpe bolamu bwa bana ba ekolo banso,

5. Baiboloko banso : baye ba politiki na baye bakoti boloko mpo ya maloba ma bango ma lolenge la bokambi ekolo, babima ; bisaleli bya bapanzi sango binso bikangemaka, bifungwama ;

6. Tokopalela bandeko ba bise bapulusu, bai mandoki na mpe baye banso bakengelele ekolo te basala misala mya bango engebene na mbela mpe na etinda bazwa : kokengele ekolo, kobatela bato na biloko bya bango binso. Baboya, na bonsomi bonso, kokoma bisaleli bya konyokolo mpe koboma bandeko, baboya bitinda bibe bikosailisa ekolo mpe bato ;

7. Bana Congo banso : bato ba biyamba na bambibanza banso, bayekoli, bilenge, basambeli basali, minganga, balakisi, basali, balanga nzembo, baipolitiki, na bana mboka banso bazali o mboka bapaya, bomitiya mpe bompesa mobimba o mbela eye ;

8. Bana Congo banso : basi na babali, tobengana, mpe banso lisanga, na matata mpe na mobulu te, tosimbana maboko mpo totelemisa ekolo ya bise mpe tolanda banso nzela ya demokalasi ;

9. Tosenga na bikolo bya molongo mobimba bakamba bise bana ba Congo o nzela ya bozwi lisusu bonsomi mpe ya demokalasi.

Bana ya Congo, toteleme mpe totambola. Esili.

Esalemi o Paris, mwa 18/08/2017.